

## Arrêté du Maire

## Arrêté permanent n°23-AP-0025 Portant réglementation du stationnement

## **GRAND PLACE**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6;

**Vu** le Code de la route et notamment l'article R. 417-11;

**Vu** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription ;

**Considérant** qu'il incombe à l'autorité détentrice du pouvoir de police de circulation de veiller à la sécurité des usagers, à la commodité de l'utilisation de la voie publique et à la protection de l'environnement et de la tranquillité publique ;

## **ARRÊTONS**

<u>ARTICLE 1</u>: Le stationnement des véhicules est interdit GRAND PLACE, sur le terre-plein central, sur la 2e bande de stationnement côté rue Sainte Croix, sur 2 emplacements. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de livraison. Le non-respect des dispositions prévues est considéré comme très gênant au sens de l'article R. 417-11 du Code de la route et passible de mise en fourrière immédiate.

<u>ARTICLE 2</u>: Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à la mise en place de la signalisation réglementaire prévue par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière.

<u>ARTICLE 3</u>: La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par les Services Techniques de la CUA

ARTICLE 4 : Le présent arrêté abroge et remplace toutes les dispositions contraires antérieures.

<u>ARTICLE 5</u> : Le Maire d'Arras est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Arras Le Maire d'Arras

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse <u>www.telerecours.fr</u>, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.